

La Lettre mensuelle du CiRIEC-France

n° 142 – avril 2020

MIEUX VAUT TARD...

L'allocution du président de la République, le 12 mars, s'est voulue à la mesure de la terrible épreuve à laquelle est confrontée la population qui comprend enfin, brutalement mais opportunément, la réalité concrète de la mondialisation.

Notre propos n'est pas de commenter les décisions à court terme, sanitaires ou sociales, annoncées pour faire face à la pandémie. Outre notre incompétence en la matière, nous ne voulons pas contribuer à des polémiques stériles au moment où la plus grande urgence est au rassemblement de toutes les bonnes volontés. Suivant l'avis de la plupart des spécialistes qui se sont exprimés, nous nous bornerons à penser que ces mesures sont sans doute nécessaires, sinon suffisantes.

Nous limitant à notre champ de compétence, nous ne pouvons, ô combien, que souscrire, au jugement sévère qu'Emmanuel Macron porte sur le modèle de développement... qui a pourtant constitué jusqu'ici l'alpha et l'oméga de sa politique économique et de son absence de politique environnementale. Mais, plus encore que son réquisitoire, c'est l'affirmation de sa volonté de changer de modèle par des « *décisions de rupture* » qui constituerait, si elle se traduisait par des actes concrets, un changement radical.

Pourtant, soyons circonspects. L'expérience nous apprend en effet que les déterminations les plus fermes, exprimées dans les moments de grande difficulté, sont le plus souvent oubliées dès la menace écartée. Aussi, gravons ces paroles présidentielles dans le marbre pour les retrouver intactes, le moment venu, en cas de besoin :

«... il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour, interroger les faiblesses de nos démocraties. Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre Etat-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie au fond à d'autres est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle, construire plus encore que nous ne le faisons déjà une France, une Europe souveraine, une France et une Europe qui tiennent fermement leur destin en main. Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai... »

...

« *Mieux vaut tard que jamais* », dit l'adage. Et si le terrible mal qui nous frappe aujourd'hui n'était pas aussi grave, nous pourrions ajouter pour saluer la prise de conscience tardive de notre président : « *À quelque chose malheur est bon* » ■

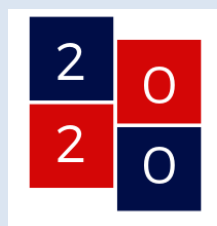


Marcel Caballero

Président d'honneur

Président du Conseil d'Orientation

> 33^{ème} Congrès international



Les congrès internationaux du CIRIEC rassemblent entre 500 et 600 participants : responsables politiques, économiques et sociaux, dirigeants d'entreprises et d'organisations, représentants du monde de la recherche.

Le premier congrès a eu lieu en 1953 à Genève, et depuis il est organisé tous les deux ans. Le prochain se tiendra à Thessalonique (Grèce), les 3 et 4 septembre 2020 (À confirmer en fonction de l'évolution de la pandémie), sur le thème :

Entreprises publiques & économie sociale : Quelles dynamiques dans la transition économique, sociale et environnementale ?

Nos manières de consommer, travailler, produire ou encore cohabiter et vivre ensemble se heurtent aux limites de nos modèles socio-économiques actuels. De nombreux défis, tels l'accroissement des inégalités ou l'affaiblissement de la démocratie politique et économique, doivent être relevés, de préférence collectivement. Sous l'effet des diverses transitions (numérique, environnementale, économique, sociétale...) en cours, des changements de cap sont à opérer.

Les entreprises publiques et les organisations d'économie sociale et solidaire sont des acteurs majeurs de cette transformation en adaptant leurs modèles de production, en innovant, en développant de nouveaux partenariats, en mobilisant les ressources sur les territoires...

Les questions traitées lors du 33^e Congrès international du CIRIEC porteront sur les STRATÉGIES des entreprises publiques et organisations d'économie sociale et solidaire en matière de :

- Transformation numérique
- Intégration intersectorielle des entreprises de réseaux
- Développement local co construit avec les acteurs publics et ceux de l'économie sociale
- Dynamiques territoriales à recréer ou réinventer
- Coproduction de biens publics et de communs
- Nouveaux modes de dialogue et d'interaction
- Partenariats pour construire l'avenir

> [Historique des congrès](#) > [Structure thématique ici](#) > [Droits d'inscription ici](#) > [Call for papers ici](#)

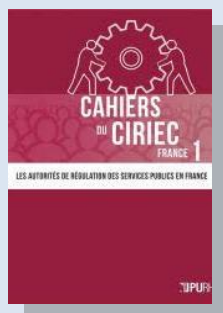
Trois séminaires, ouverts parallèles, se tiendront la veille du Congrès, jeudi 4 juin.

(La participation à ces événements scientifiques est gratuite mais l'inscription est obligatoire) :

- [Responsabilité, politiques anti-corruption et de transparence dans les entreprises publiques](#) (POE) coord. A. ZATTI (IT) - 4 juin matin
- [Mesure de l'impact de l'économie sociale](#), coord. MJ BOUCHARD & D. ROUSSELIÈRE (CAN) - 4 juin après-midi
- [Républification - Réappropriation territoriale des services d'intérêt économique général](#), coord. P. BAUBY (FR) - 4 juin après-midi

On peut assister à 1-2 séminaires > [Aperçu ici](#).

> Cahiers du CIRIEC-France



Le premier Cahier du CIRIEC-France, réalisé sous la direction de Pierre BAUBY, présente

Les autorités de régulation des services publics en France

- Régulation : quels enjeux ? – Pierre BAUBY
- La Commission de régulation de l'énergie (électricité) – Pierre BAUBY
- L'Agence de régulation des activités ferroviaires et routières (secteur ferroviaire) – Thierry MIGNAUW
- L'autorité de régulation des communications électroniques et des postes (secteur postal) – Pierre BAUBY
- Les Agences régionales de santé – Jean-Marie FESSLER
- Huit pistes pour une régulation efficace et d'utilité sociétale des services publics. – Pierre BAUBY

> Accéder au Cahier : <https://bit.ly/2XtfxE>

> Cahiers du CIRIEC International

Sélection de contributions présentées à la 7^{ème} Conférence internationale de recherche en économie sociale (Bucarest – Roumanie, 6 au 9 juin 2019) :



- **WP20/02** – GAJAC O./ PELEK S. – [L'Économie solidaire en Turquie et son écosystème : un avenir encore incertain](#)
- **WP19/30** – FAJARDO GARCÍA G. – [Falsas cooperativas de trabajadores y medidas adoptadas por los poderes públicos en España para combatirlos](#)
- **WP19/29** – BASTIDA M./ OLVEIRA A. – [La Red Eusumo: instrumento público al servicio los ODS en Galicia](#)
- **WP19/28** – PČOLINSKÁ L. – [Overview of social economy development in Slovakia and its promoting as the employment solution for long-term unemployed and disabled ones](#)
- **WP19/27** – MARTINELLI F./ BOZZONI S./ CAROLI S./ TAMASCELLI F./ GUERINI G. – [Platform Cooperativism in Italy and in Europe](#)
- **WP19/23** – CLAMP C./ AMENDAH E.R./ COREN C. – [Shared-Services Cooperatives: Strengthening Local Economies through Collaboration](#)

> [ALL WORKING PAPERS](#)

> Annales de l'économie publique, sociale et coopérative



Le vol.91, n°1, 2020 de la revue scientifique du CIRIEC-International est paru.

Au sommaire :

- **BOARD GOVERNANCE: DOES OWNERSHIP MATTER?** / Muluneh HIDEITO DATO Marek HUDON Roy MERSLAND
- **INFRASTRUCTURE PROVISION, POLITICS AND RELIGION: INSIGHTS FROM TUNISIA'S NEW DEMOCRACY** / Maleke FOURATI Antonio ESTACHE
- **RETURNS TO DEBT AND EQUITY IN FARM PRODUCER ORGANIZATIONS** / Jasper GRASHUIS
- **CRIME AND EDUCATION IN A MODEL OF INFORMATION TRANSMISSION** / Darwin CORTÉS Guido FRIEBEL Darío MALDONADO
- **COOPERATIVE ESSENCE AND ENTREPRENEURIAL QUALITY: A COMPARATIVE CONTEXTUAL ANALYSIS** / Carmen GUZMAN Francisco J. SANTOS María de la O BARROSO
- **FISCAL DECENTRALIZATION AND ECONOMIC GROWTH OF VIETNAMESE PROVINCES: THE ROLE OF LOCAL PUBLIC GOVERNANCE** / Su Dinh THANH Nguyen Phuc CANH
- **SEEKING RENT IN THE INFORMAL SECTOR** / Saibal KAR Biswajit MANDAL Sugata MARJIT Vivekananda MUKHERJEE

> [ALL ISSUES](#)

> 3^{ème} AGORA de l'ESS



Le CIRIEC-France, en partenariat avec ESS France, poursuit son cycle d'AGORAs de l'ESS. La 3^{ème} édition se tiendra mardi 30 juin prochain (sous réserve de l'évolution de la pandémie) à Paris, de 10h à 16h (CEDIAS-Musée Social), sur le thème :

« L'ESS au défi des politiques publiques - Perspective multiscalaire : de l'Europe à la France »

Au moment où l'économie mondialisée montre ses limites en raison d'une crise sanitaire qui remet en cause les modèles existants, et au moment où notre économie nationale redécouvre l'importance de l'économie publique, il est essentiel que nous puissions réfléchir à la connexion existant entre économie publique et économie sociale.

Plus que jamais, nous avons à examiner les relations entre ces deux formes d'économie et à proposer des pistes pour l'avenir, tant en France qu'en Europe.

Cette 3^{ème} AGORA sera donc l'occasion d'échanger, au cours de 3 tables rondes ouvertes sur des thématiques françaises et européennes, par l'apport de praticiens de l'ESS et des politiques publiques et de chercheurs, et dans le cadre d'un atelier de réflexion et de propositions pour tracer les pistes de demain.

Préprogramme :

Matin :

- Le plan d'action européen : ESS washing ou alliance renouvelée ?
- L'ESS, levier de la transition écologique et solidaire en Europe ?

Après-midi :

- La loi ESS, et après ?
- Atelier animé par Nadine Richez-Battesti et Timothée Duverger : quelles pistes de recherche sur les politiques publiques de l'ESS ?

Les travaux des AGORA de l'ESS feront l'objet de publication.

> Travaux du Conseil d'Orientation



Le Conseil d'Orientation (CO) a pour mission de proposer des sujets de recherche et d'information dans le champ de compétence du CIRIEC-France : l'économie collective, tant dans sa version publique que sociale et solidaire. Les sujets retenus sont ensuite mis en œuvre sous la responsabilité du Conseil d'Administration.

C'est ainsi qu'ont été récemment traités ou sont en cours de traitement :

- Le numérique et l'action publique (services collectifs et démocratie)
- Les autorités de régulation des services publics en France (électricité, secteur ferroviaire, secteur postal et agences régionales de santé)
- L'Économie collective et les territoires.

Ces travaux sont publiés dans les *Cahiers du CIRIEC-France* et sous forme d'ouvrages collectifs publiés aux Presses Universitaires de Rouen et du Havre (PURH), dans le cadre de la collection *Economie publique et économie sociale*.

Dans sa réunion du 4 mars, le CO a dressé une nouvelle liste de sujets à traiter. Ils concernent la santé, l'éducation, les transports, le logement (en particulier les nouvelles coopératives d'habitation), la « republicisation » des services publics, l'accélération de la marchandisation du monde. Enfin, le CO a exprimé le souhait que chacun de ces sujets soit abordé dans une approche transversale permettant une mise en évidence des complémentarités existantes, à créer ou à développer entre les entreprises et services publics, d'une part, et les entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire, d'autre part.

Une riche moisson pour les mois à venir.

La *Lettre mensuelle* rendra compte des travaux de recherche et de leur publication.

LA DER DES DERS ?

Alain COHEUR

Co-président du Forum International de l'Économie Sociale et Solidaire
Membre du Comité Économique et Social Européen



Une crise de plus pour une dernière prise de conscience !
La der des der ?

Crises financière, économique, sociale, alimentaire, migratoire, sécuritaire, écologique ... ? et enfin crise sanitaire, pas la première loin sans faut. Par le marketing de la peur, on nous fait passer d'une crise à une autre et on enfonce le monde dangereusement, paralysé délibérément à ne pas vouloir remettre en cause fondamentalement le modèle économique de

développement qui depuis des années a donné la priorité aux intérêts financiers en privatisant ses services publics et en affaiblissant sa protection sociale, s'est accaparé les richesses au profit de quelques uns, a démantelé l'Etat et sacrifié les plus faibles, sur l'autel de l'austérité servie comme la ritournelle « there is no alternative », a déroulé les dogmes comme des prophéties auto réalisatrices, a atomisé les rapports entre êtres humains pour en faire des consommateurs avides de jouissance compulsive.

Les sacrifiés d'aujourd'hui étaient déjà les sacrifiés d'hier : tous ces anonymes, toutes ces professions devenues insignifiantes aux yeux des puissants, banalisées, peu valorisées voire dévalorisées se retrouvent aujourd'hui dans la lumière des projecteurs. Des professions dont nous avons oublié qu'elles sont essentielles à la cohésion sociale ; des professions qui résistent depuis des années aux coups de butoir de la rentabilité, de la productivité, de l'efficacité économique ; malgré les protestations, malgré les appels lancés face à un vide politique sidéral, sidérant. Ces travailleur.euse.s de la première ligne de notre santé, de notre système de santé, ce sont les infirmier.e.s, les soignant.e.s, les aides à domicile, les généralistes, les éducateur.trice.s, les psychologues, les puéricultrices, les travailleurs sociaux, , tous les professionnel.le.s qui accompagnent les personnes malades, exclues ou en souffrance, en marge, dépendantes, sans domicile, sans papiers...

Nous avons oublié, nous avons négligé le sens des communs, l'importance des biens communs, ceux qui nous unissent, ceux qui nous réunissent, ceux qui nous définissent dans nos rapports humains,

dans notre existence. Notre société part un peu plus à la dérive parce qu'elle était déjà fragilisée, volontairement segmentée, désorientée, entourée par les ombres mortifères des poussées nationalistes et des populismes renaissants.

Cette crise sanitaire révèle toutes les dérives et toutes les inégalités de nos sociétés : depuis l'état et la qualité de nos systèmes de santé à l'accès à des logements salubres, en soulignant la précarité des familles, la précarité de l'emploi, les salaires indécents, vers le haut pour quelques-uns et vers le bas pour la plupart des métiers, souvent d'ailleurs dans les secteurs très féminisés.

Et il aura suffi d'un virus, nourri par l'avidité et la cupidité de certains, pour que tout cela soit révélé, et que dans le même mouvement soit mise à bas toute notre économie et que soient ébranlées de nombreuses certitudes.

Dès lors, lourdes seront les responsabilités du monde politique comme du monde économique pour imaginer la sortie. Car il n'y aura que deux issues possibles : soit nous considérons que cette crise fait partie des aléas auxquels nous devons faire face de manière ponctuelle et nous organiserons la société pour mieux y répondre, soit nous changeons radicalement de perspective, et nous choisissons un autre modèle de développement. « There is an alternative » post-crise sanitaire, un New Deal, un nouveau Pacte social et environnemental dont les piliers seraient les valeurs de solidarité, d'égalité, inspiré entre autres par les réussites de l'économie sociale, par la mise en pratique par des gestes forts comme la relocalisation de notre production au travers des chaînes d'approvisionnement courtes, locales et sûres, la création d'emplois qui assurent un revenu décent à chacune et à chacun d'entre nous et des services publics revitalisés, reconnus parce qu'ils sont essentiels, en capacité de mener correctement leurs missions, sous les auspices d'un Etat social et régulateur délié des marchés financiers.

Si nous faisons le bon choix, nous avons non seulement une chance de vivre la « der des der » des crises, mais aussi de changer notre rapport à la société et à son environnement. Dans le cas inverse nous revivrons les pires moments de l'histoire humaine.

...

ENTREPRISES PUBLIQUES ET ENTREPRISES DE L'ESS : DES VISIONS PARTAGÉES

Jean-Louis CABRESPINES

Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental
Vice-président du CIRIEC-France



Une crise de logorrhée

Depuis le début de la crise sanitaire du coronavirus, nous sommes abreuvés d'informations et de discours. Certains nous servent, d'autres sont indigestes, les derniers ont le don de nous mettre en colère, soit parce qu'ils sonnent faux, soit parce qu'ils nous infantilisent.

Nous n'aurons pas l'outrecuidance de parler de l'efficacité (ou non) des mesures que promeuvent ceux qui prononcent ces discours car nous n'en avons pas les compétences et nous sommes plutôt enclins à faire confiance au comité scientifique créé à cet effet. Mais nous pouvons dire que certaines de ces mesures interrogent sur le risque encouru par la démocratie si elles se prolongent (remise en cause des bases du droit du travail, contrôle permanent de la population, surveillance par géo localisation, ...). Là aussi, nous ne pouvons que parier sur l'avenir et la capacité de nos instances démocratiques à résister à toute dérive éventuelle.

Et pourtant, dans ce fatras d'inquiétantes interventions (« on est en guerre »), d'approximations (« certains veulent casser l'unité nationale »), d'affichage d'un mépris souverain (« les enseignants qui n'ont rien à faire peuvent aller aider les paysans à ramasser les

fraises »), d'accusations (« certains se conduisent mal »), deux interventions montrent la fragilité des institutions, qu'il s'agisse de la litanie de remerciements aux services publics de la part du Premier Ministre, le 27 mars (alors même qu'ils voulaient en privatiser certains), ou encore l'intervention du président de la République sur la pertinence de services publics performants car correspondant à notre ADN républicain.

Car, reconnaissons-le, cette crise aura au moins un effet positif : le Chef de l'État s'est rendu compte de l'importance d'avoir des services publics, composés de personnels agissant pour l'intérêt collectif, dépassant les seules considérations financières, œuvrant pour le bien commun.

Services publics et intérêt général

Et nous voyons bien ce qui compose la force d'une véritable république démocratique : avoir les moyens d'une politique publique offrant à tous, également, des biens et services portés par des structures ayant pour vocation l'intérêt général et le bien commun.

Emmanuel MACRON a assuré, lundi 16 mars, que « beaucoup de certitudes » et de « convictions » sont « remises en cause » dans « cette période » : « Agissons avec force mais retenons cela : le jour

d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour au jour d'avant. Nous serons plus forts moralement, nous aurons appris et je saurai aussi avec vous en tirer toutes les conséquences » (1). Il interroge alors notre modèle de société néolibéral qui privilégie le gain individuel au détriment d'une vision collective de développement, soulignant alors l'importance de « notre État-providence » considéré comme un « des atouts indispensables quand le destin frappe » : « Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. ». Il est allé jusqu'à promettre des « décisions de rupture », dans « les prochaines semaines et les prochains mois », au service d'une « France » et d'une « Europe souveraine ». Si ces paroles ne sont pas vaines, elles montrent un changement profond d'orientation, dans un pays qui souffre depuis plusieurs années, d'une politique dans laquelle les services publics sont malmenés et les entreprises publiques démantelées.

Boris CYRULNIK, dans une interview à France Inter (2) pointe ce bouleversement et ses conséquences : « **Pour la première fois dans l'Histoire humaine, on fait passer la vie des individus avant l'économie.** », ajoutant « **Après chaque catastrophe, ..., on voit une hiérarchie des valeurs sociales complètement métamorphosée. Les politiciens vont nous dire : on peut repartir comme avant. Mais si on repart comme avant, on va remettre en place les mêmes conditions que celles qui ont mené à la catastrophe.** »

Car là sont bien les questions à se poser face à cette pandémie : sommes-nous capables de changer nos comportements, pouvons-nous réfléchir et mettre en place un autre modèle économique et social, avons-nous une volonté de retrouver les bases d'une société plus juste et plus solidaire, pouvons-nous lutter contre une économie mondialisée qui nous rend dépendants, créant des inégalités individuelles mais aussi entre les pays et les continents, ... ?

Quelles solutions ?

Déjà des voix s'élèvent pour proposer des solutions pour « le jour d'après ». « Plus jamais ça ! » disent 18 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales (3) en signant une tribune « à toutes les forces progressistes et humanistes [...] pour reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral » : « ... les mobilisations citoyennes doivent dès à présent déployer des solidarités locales avec les plus touchés (es), empêcher la tentation de ce gouvernement d'imposer des mesures de régression sociale et pousser les pouvoirs publics à une réponse démocratique, sociale et écologique à la crise. »

Toutes ces considérations renvoient clairement à ce que nous avons toujours valorisé et défendu : le lien étroit entre économie publique et économie sociale, porteurs de l'intérêt général.

Ainsi que le souligne Gilles RAVEAUD (4), « En mars 1944, le Conseil national de la Résistance avait, dans son programme pour la Libération, vu la nécessité d'organiser le « retour à la nation » des « grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques » (nationalisation d'EDF, de GDF, des Charbonnages de France, de Renault et de la SNCF, mais aussi l'essentiel des banques et assurances. »

Les entreprises publiques sont alors les garantes du maintien d'une économie dont la préoccupation est celle de « servir le public » au sens où la définissent Pierre DARDOT et Christian LAVAL (5) : « le publicum (...) renvoie non à la seule administration étatique, mais à la collectivité tout entière en tant qu'elle est constituée de l'ensemble des citoyens : les services publics ne sont pas les services de l'État au sens où l'État pourrait en disposer à sa guise, ils ne sont pas non plus une projection de l'État, ils sont publics en ce qu'ils sont « au service du public ».

Le retour de ce service public est preuve d'un besoin d'une plus grande cohésion sociale, de l'obligation de plus d'égalité pour chacun ainsi que le rappelle Michel DEBOUT (6) : « La France d'aujourd'hui n'a pas besoin d'un chef de guerre, elle a besoin de retrouver le sens de l'essentiel, c'est-à-dire le sens de la vie en commun, le sens de l'égalité et de la fraternité libre, responsable et citoyenne, qui nous inscrit toutes et tous dans ce projet, né au siècle des lumières, et qui s'appelle la République. » La reconnaissance des services publics et des entrepri-

ses publics est donc, plus que jamais une nécessité pour répondre aux grands défis que poseront les évolutions nées de cette crise sanitaire, en cela qu'elle remet en cause le modèle économique actuel qui montre plus que jamais ses limites.

La fuite en avant de tous les gouvernements vers une mondialisation de l'économie entraînant une perte de la relation aux territoires s'est traduite par une demande de plus en plus forte de retrouver une économie de proximité, au service de tous les citoyens. Cette demande s'est exprimée, en partie, par des mouvements sociaux qui faisaient émerger un malaise grandissant de non reconnaissance de cette unité nécessaire. La crise actuelle montre l'importance du maintien, du développement, du déploiement de services publics pour mieux répondre aux demandes et aux préoccupations des personnes.

Économie publique - économie sociale : un même engagement

Ces services publics peuvent être portés par des entreprises publiques mais aussi par des entreprises privées non lucratives qui auront toutes deux les mêmes volontés d'un développement local répondant à l'intérêt général et au bien commun. Les entreprises de l'ESS sont, à ce titre, des partenaires essentiels des politiques publiques car elles les accompagnent, s'adaptant à la mise en place des réponses déterminées pour l'ensemble des citoyens et des territoires.

Il y a probablement à rechercher, dans les territoires, de nouvelles formes d'organisation dans lesquelles ce qui primera sera l'intérêt général à partir d'une vision partagée de l'économie, hors des champs du capitalisme (qui à travers la crise actuelle montre toute sa fragilité, pris dans sa course à la mondialisation).

L'association du public et du privé non lucratif est, sans conteste encore plus qu'à présent, la piste de l'avenir. Les entreprises de l'ESS doivent retrouver leur colonne vertébrale constituée des valeurs et principes qui les régissent. Les dérives de certaines entreprises sociales doivent être combattues et la recherche d'un lien entre économie publique et économie sociale doit être retrouvée.

Pour une ESS de changement

C'est ce qu'exprime Jérôme SADDIER, Président d'ESS France, dans un tweet du 25 mars : « Le moment est historique pour les acteurs ESS. Cette pandémie est l'un des symptômes de nos défaillances. Pour relancer le pays, pour donner du sens à ce que nous vivons collectivement, faisons de l'ESS le fer de lance d'une autre façon de faire nos choix économiques et sociaux. »

Ce que reprend Philippe JAHSHAN, Président du Mouvement associatif, dans un tweet de la même date : « C'est parce que la relance ne pourra se faire sur les bases de l'économie d'hier mais dans l'investissement prioritaire dans une l'économie durable, locale, solidaire et l'économie associative. Pour le moment, cette pensée ne semble pas avoir pleinement imprégné la doctrine à Bercy. »

Cette crise peut être salutaire pour tous, dès l'instant où nous saurons en tirer les (bonnes) leçons. Les changements à venir doivent conduire à une autre manière de concevoir le vivre ensemble, le développement économique, la relation aux biens et services.

Nous devons sans aucun doute revoir notre manière de concevoir l'économie en impliquant toutes les parties prenantes, notre conception de la consommation en privilégiant, là où c'est possible, les circuits courts ou plutôt l'économie de proximité, mais surtout en raisonnant différemment sur certains secteurs qui doivent rester de la compétence des pouvoirs publics.

Même Jacques Attali, dans son blog (7), écrit que : « Chaque épidémie majeure, depuis 1 000 ans, a conduit à des changements essentiels dans l'organisation politique des nations, et dans la culture qui sous-tendait cette organisation ». Il remarque ensuite que « quand l'épidémie s'éloigne, verra-t-on naître, (...) une nouvelle légitimité de l'autorité ; elle ne sera fondée ni sur la foi, ni sur la force, ni sur la raison (pas non plus, sans doute, sur l'argent, avatar ultime de la raison). Le pouvoir politique appartiendra à ceux qui sauront démontrer le plus d'empathie pour les autres. ».

L'organisation politique des nations est aussi et avant tout une organisation dans laquelle existe une solidarité entre citoyens, un accès égalitaire aux services de base. Il nous reste à œuvrer pour que ce qui ressortira de cette crise soit un modèle plus ouvert et plus collaboratif dans lequel le bien commun et l'intérêt général dominant face à la défense d'intérêts privés. Et, là, services publics et entreprises publiques auront un rôle essentiel à jouer avec des partenaires visant les mêmes objectifs comme le sont les entreprises de l'ESS.

(1) Emmanuel MACRON – discours du 16 mars 2020

(2) Boris CYRULNIK – France Inter – 25 mars 2020 - "Après chaque catastrophe, il y a un changement de culture"

(3) Khaled Gaiji, président des Amis de la Terre France, Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne, Benoit Teste, secrétaire général de la FSU, Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France, Cécile Dufflot, directrice générale d'Oxfam France, Eric Beynel, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires, Clémence Dubois, responsable France de 350.org, Pauline Boyer, porte-parole d'Action Non-Violente COP21, Léa Vavasseur, porte-parole d'Alternatiba, Sylvie Bukhari-de Pontual, présidente du CCFD-Terre Solidaire, Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de Droit au Logement, Lisa Badet, vice-présidente de la FIDL, Le syndicat lycéen, Jeanette Habel, co-présidente de la Fondation Copernic, Katia Dubreuil, présidente du Syndicat de la magistrature, Mélanie Luce, présidente de l'UNEF, Héloïse Moreau, présidente de l'UNL

(4) Gilles RAVEAUD - 25/03/2020 - Faut-il nationaliser les grandes entreprises ? - Alternatives Économiques – Économie

(5) Pierre DARDOT et Christian LAVAL – Médiapart – 20/03/2020 - L'épreuve politique de la pandémie

(6) Michel DEBOUT – Miroir Social – 20/03/2020

(7) <http://www.attali.com/societe/que-naître-t-il/>

LA NORMALITÉ, C'ÉTAIT LE PROBLÈME

Françoise KÉMAJOU / Denis STOKKINK

Administrateurs délégués

Pour La Solidarité



La crise sanitaire du Covid-19 que l'Europe (et le monde) est en train de vivre rend désespérément visibles les pires effets de la mondialisation financière : la destruction de notre système de production, l'ampleur des inégalités et les conséquences d'un modèle économique qui pendant des années a donné la priorité aux intérêts financiers plutôt qu'aux biens communs, notamment à la santé.

En effet, sinon comment expliquer que sur un des continents les plus riches du monde, les hôpitaux doivent faire appel aux dons pour financer des respirateurs indispensables aux malades corona les plus sévèrement atteints ? Que les travailleur.euse.s de première ligne tels les travailleurs sociaux, les éducateur.trice.s, les psychologues, les puéricultrices, les professionnel.le.s qui accompagnent les personnes exclues ou en marge, dépendantes, sans domicile, sans papiers... les infirmier.ère.s à domicile... ne bénéficient d'aucun matériel de protection ?

Seule explication : nous ne fabriquons plus ce matériel. Nous avons préféré le faire produire par des travailleur.euse.s moins rémunéré.e.s, moins protégé.e.s pour garantir l'équilibre de nos budgets.

Plusieurs années de politiques d'austérité renforcées suite à la crise de 2008 et intériorisées petit à petit, à coup de matraquage, comme une conséquence logique de notre (!) manque de responsabilité vis-à-vis des générations futures, ont détérioré le pouvoir d'achat des plus vulnérables d'entre nous. Cette crise sanitaire révèle les inégalités au travers de la (mauvaise) santé, du (non) logement, de la précarité de l'emploi, des salaires indécentes de certaines professions (souvent très féminisées).

Enfin, nos systèmes sanitaires étaient parmi les meilleurs du monde. Ils ont été – sous nos yeux et malgré nos protestations – sous-financés, privatisés pour à nouveau garantir ce sacro-saint équilibre financier. Parmi ce même personnel soignant que nous applaudissons à 20h de nos balcons, les « blouses

blanches » ont tenu un mouvement de protestation pendant des mois pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail, l'augmentation de leur charge de travail et le manque de valorisation de la profession.

Cette Europe-là a-t-elle encore un sens pour la plupart d'entre nous ? Et peut-on remettre fondamentalement le modèle en question ?

Nous en avons l'obligation. Mais nous allons devoir l'arracher ce changement ! Le manque de solidarité financière et sanitaire au niveau européen démontre que ses vieux dirigeant.e.s s'inscrivent toujours dans ce même modèle : des masques demandés par l'Italie sur lesquels l'Allemagne et la France se sont assises au énième refus de certains États membres d'une mutualisation des dettes (corona bonds), *it is business as usual* !

Or, nous avons besoin d'innovation, de changement de prisme, d'un modèle post-crise sanitaire (New Deal ? Pacte Finance Climat ? ...) dont les piliers seraient les valeurs de solidarité, d'inclusion et d'économie sociales, d'équité, mis en pratique par des gestes forts comme la relocalisation de notre production au travers des chaînes d'approvisionnement courtes, locales et sûres¹, la création de millions d'emplois qui assurent un revenu décent à chacun.e d'entre nous et des services publics puissamment armés pour mener correctement leurs missions de régulation et de protection des plus vulnérables.

Le financement de ce modèle ne se trouvera qu'au niveau européen, via un impôt sur les bénéfices, une taxe sur les transactions électroniques, de l'argent de la BCE... Peu importe, diverses solutions existent et sont déjà sur la table. Première étape Mesdames et Messieurs les politiques : la réouverture des discussions sur le budget européen ! Yallah !

C'est de volonté politique maintenant dont nous avons besoin !

Et soyez certain.e.s que nous nous battons pour l'obtenir car « nous ne reviendrons pas à la normalité, car la normalité, c'était le problème »².

¹ Inspiré de la déclaration d'António Costa (Premier ministre portugais).

² Marco Bersani, *Et maintenant on culpabilise les citoyen.ne.s ?*, CADTM, posté le 23 mars 2020.

Fondée par l'économiste belge Denis Stokkink en 2002,
l'asbl POUR LA SOLIDARITÉ - PLS est un *European think & do tank* indépendant
engagé en faveur d'une Europe solidaire et durable.

POUR LA SOLIDARITÉ se mobilise pour défendre et consolider le modèle social européen,
subtil équilibre entre développement économique et justice sociale.

L'équipe POUR LA SOLIDARITÉ – PLS, dotée de solides compétences en recherche, conseil, coordination de projets européens
et organisation d'événements, œuvre dans l'espace public aux côtés des entreprises, des pouvoirs publics
et des organisations de la société civile avec comme devise : *Comprendre pour Agir*.

Le laboratoire d'idées et d'actions POUR LA SOLIDARITÉ :

- Mène des travaux de recherche et d'analyse de haute qualité pour sensibiliser sur les enjeux sociétaux et offrir de nouvelles perspectives de réflexion.
(Les publications POUR LA SOLIDARITÉ regroupées au sein de trois collections "Cahiers", "Notes d'analyse", "Études & Dossiers" sont consultables en ligne et, dans certains cas, disponibles en version papier).
- Conseille, forme et accompagne sur les enjeux européens en matière de lobbying et de financements.
- Conçoit et réalise des projets transnationaux en coopération avec l'ensemble de ses partenaires européens.
- Organise des conférences qui rassemblent dirigeant.e/s, expert.e/s européen.ne/s, acteurs de terrain et offrent un lieu de débat convivial sur l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

> Le réveil de l'utopie



(Note de lecture de Jean-Philippe Milesy)

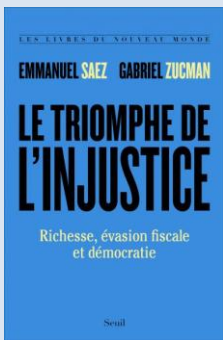
Le dernier ouvrage de **Jean-Louis Laville** et **Michèle Riot-Sarcey** « Le réveil des utopies » s'inscrit avec force dans le débat sur l'engagement politique de l'Économie Sociale et Solidaire. Revenant sur les premiers temps de l'Associationnisme et des socialistes utopistes, avec notamment l'accent mis sur les expériences sud-américaines du XIX^{ème} siècle, ils rappellent notamment les « quilombos », ces territoires auto-administrés des anciens esclaves ou des esclaves « marrons ».

Les auteurs, en citant Pierre Leroux, définissent leur projet : « L'émancipation est l'essence de la modernité ». Rejetant clairement les voies du socialisme étatiste, analysant les mouvements qui dans les dernières années ont agité le monde, du New-York d'Occupy, aux « cabildos » chiliens, des gilets jaunes français au Hirak algérien, ils s'attachent à relever combien les « résurgences du passé dans le présent » participent aux mouvements pour l'émancipation.

La question dès lors que pose l'ouvrage des deux universitaires, qui évoquent clairement la place des intellectuels dans les mouvements évoqués et dans leurs développements, est de savoir si les entreprises, les institutions, les militants de l'ESS sauront s'en emparer pour que l'ESS, retrouvant ses ressorts premiers, prenne ou non toute sa place dans la transformation sociale et la transition écologique que les prédatons libérales, que le monde des Trump, Bolsonaro et consorts rendent urgentes.

> Les éditions de l'Atelier 2020

> Le Triomphe de l'injustice



Richesse, évasion fiscale et démocratie.

Pour la première fois depuis plus d'un siècle, les milliardaires américains paient moins d'impôts, en proportion de leurs revenus, que chacun des autres groupes sociaux.

Écrit par **Emmanuel Saez** et **Gabriel Zucman**, deux économistes qui ont révolutionné l'étude des inégalités, ce livre présente une analyse au scalpel de cette grande transformation.

Mêlant récit historique et analyse économique, les auteurs analysent les choix (et non-choix) qui ont conduit au triomphe de cette injustice fiscale, de l'exonération progressive des revenus du capital au développement d'une nouvelle industrie de l'évasion fiscale, en passant par l'engrenage de la concurrence fiscale internationale. Avec clarté et concision, ils expliquent comment l'Amérique, qui a été à la pointe du combat pour la justice fiscale pendant la moitié du xxe siècle, a tourné le dos à sa propre tradition.

Si l'on veut éviter que l'Europe ne s'enfonce dans la dérive inégalitaire et oligarchique qui a amené Donald Trump au pouvoir, il y a urgence à tirer les leçons de cette histoire. Car même si ce phénomène a été

extrême de l'autre côté de l'Atlantique, le déclin de la progressivité fiscale dans un contexte de montée des inégalités n'est en rien spécifique aux États-Unis, et appelle des solutions globales.

Le Triomphe de l'injustice propose une refondation de l'impôt à la fois visionnaire et pragmatique, à même d'apporter des solutions concrètes aux défis inégalitaires contemporains et de réconcilier la mondialisation et la justice économique.

> Ed. Seuil

> La transformation numérique : quels enjeux pour le développement des entreprises de l'ESS ?



Publiée par le Centre de ressource DLA Financement, porté par France Active, cette étude est destinée aux acteurs de l'accompagnement et dirigeants d'entreprises de l'ESS souhaitant se saisir des enjeux du numérique à travers une analyse approfondie, des exemples concrets et des témoignages inspirants.

RGPD, intelligence artificielle, algorithmes... Selon ce guide, le numérique est aujourd'hui un incontournable dont il est urgent de se saisir, tant il transforme en profondeur les formes de travail, de collaboration et les rapports sociaux.

Les opportunités qu'offrent le numérique pour les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) sont nombreuses : gagner en visibilité, faire évoluer sa réponse sociale, se conformer aux valeurs de l'ESS (l'échange, la coopération), accélérer son développement et faire reconnaître les innovations sociales que les entreprises de l'ESS portent au quotidien.

Cette étude apporte ainsi des éléments d'analyse et de contexte autour de la révolution numérique en cours et propose une méthodologie pour faciliter l'élaboration et la concrétisation des stratégies numériques des acteurs de l'ESS.

Sommaire :

- Les enjeux de l'appropriation : appréhender le numérique - Les enjeux de transformation : mettre le numérique au service du développement de sa structure - Les enjeux de concrétisation : opérer sa transformation numérique en quelques étapes.

> [La transformation numérique : quels enjeux pour le ...](#)

> Les Luites de classes en France au XXIe siècle

Todd
Les Luites
de classes
en France
au XXIe siècle

EMMANUEL TODD

« Macron et les Gilets jaunes ont ouvert une page nouvelle de l'histoire de France, qui mêle retour des luites sociales et apathie politique, sursaut révolutionnaire et résignation devant les dégâts de l'euro, regain démocratique et menace autoritaire. Pour la comprendre, Emmanuel Todd examine, scrupuleusement et sans a priori, l'évolution rapide de notre société depuis le début des années 1990 : démographie, inégalités, niveau de vie, structure de classe, performance éducative, place des femmes, immigration, religion, suicide, consommation d'antidépresseurs, etc.

Les faits surprendront. Les interprétations que propose l'auteur doivent, quant à elles, beaucoup à Marx, mais à un Marx mis « sous surveillance statistique ». À gauche, comme à droite, elles paraîtront à beaucoup étonnantes, amusantes, contrariantes, ou angoissantes. Cet empirisme sans concession conduit même Emmanuel Todd à réviser radicalement certaines de ses analyses antérieures. À la lecture de ce livre riche, stimulant, provocateur, la vie politique des années 1992-2019 prend tout son sens : une longue comédie politique où s'invitent les classes sociales.

Bienvenue donc dans cette France du XXIe siècle, paralysée mais vivante, où se côtoient et s'affrontent des dominés qui se croient dominants, des étatistes qui se croient libéraux, des individus égarés qui célèbrent encore l'individu-roi, avant l'inéluctable retour de la luitte des classes ».

> Ed. Seuil

> Manuel pour changer le monde



(Ouvrage collectif)

« De nos jours, il est devenu dangereusement banal d'affirmer que notre monde est en crise. Crise économique, crises humanitaires, crise de confiance envers les institutions, aggravation des inégalités sociales, précarité économique, montée de l'extrême droite : autant de symptômes d'un monde qui ne tourne pas rond. Dans ce contexte, plusieurs ressentent l'urgence d'agir, lancent une panoplie d'initiatives et suscitent une recrudescence des mobilisations pour la défense de l'égalité et de la dignité.

À l'heure où les gens ne croient plus aux changements politiques «par le haut», cet ouvrage se veut un antidote à l'épuisement des énergies et à la morosité ambiante, en offrant un guide pratique pour aider à surmonter les multiples défis de notre temps.

Le livre pense l'innovation sociale dans une perspective d'émancipation et de justice sociale »

> Ed. Lux

> Les dossiers de l'AVISE

> ESS & santé



Enjeux, décryptages, cartographie des acteurs, exemples d'initiatives...

Ce dossier est un outil pour les entrepreneurs sociaux et les acteurs publics ou privés qui souhaitent s'engager pour le troisième objectif de développement durable défini par l'Onu : permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.

Un outil pour lancer son initiative ESS dans la santé

Augmentation des coûts de santé, vieillissement, évolution des pathologies, inégalités d'accès aux soins... Le système de santé français doit aujourd'hui s'adapter pour perdurer et renforcer son action.

Historiquement très présentes dans ce domaine, les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) poursuivent leurs actions et innovent pour permettre à chacun d'accéder aux soins et à la prévention.

Réalisé par l'Avise, avec le soutien du Fonds social européen, du Haut-commissaire à l'Économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale et de la Banque des Territoires, le dossier ESS et santé apporte des clés de compréhension et d'action afin qu'un plus grand nombre d'acteurs de l'économie sociale et solidaire créent et développent des initiatives dans le domaine de la santé et du bien-être.

Au sommaire

- Un décryptage sur le cadre et le fonctionnement du système de santé français et européen ;
- Un panorama des grands défis du système de santé français ;
- Un focus sur les associations, coopératives et mutuelles, acteurs clés du système de santé ;
- Des interviews de la Mutualité française et de la Croix-Rouge française ;
- Une sélection de projets inspirants ;
- Une cartographie des acteurs de la santé.

> [TÉLÉCHARGER](#)

> 40^{èmes} Journées de l'Association d'économie sociale



Les 40^{èmes} Journées de l'Association d'économie sociale se tiendront les 10 et 11 septembre 2020 à l'Université de Toulouse Jean-Jaurès, sur le thème **Penser les limites ? Comment le champ de l'économie sociale interroge les limites des activités économiques.**

Le capitalisme est un système dynamique qui se définit par une recherche incessante de maîtrise et de rationalisation des processus. Pour y parvenir, il bouleverse les modes de production, les modes d'organisation du travail et les modes de consommation et finalement bouscule le « vivre ensemble » c'est-à-dire la justice sociale, la citoyenneté et la démocratie. Cette tendance à la rationalisation s'est aussi diffusée depuis trois décennies à la sphère publique et particulièrement aux politiques publiques qui ont intégré des critères d'efficacité et de rationalisation croissantes. Dans ce système, il n'y a donc pas d'état souhaitable à atteindre, de normes stables ni de taille optimale puisque la norme c'est l'amélioration sans fin de la rationalité économique qui doit s'incarner dans les chiffres de la croissance du PIB mais aussi dans toutes une série d'indicateurs censés mesurer cette amélioration de l'efficacité. Face à cette dynamique, l'économie sociale tente de questionner les modes de production, de consommation et les politiques publiques du point de vue de la justice sociale, de l'égalité, de la citoyenneté et de la démocratie. Elle propose d'examiner les tensions entre rationalisation et justice sociale, entre pollinisation et résistance, les phénomènes de co-construction public-privé, et les alternatives de toutes sortes. Au-delà de ces questions, l'économie sociale n'est-elle pas au fond la tentative de fonder une théorie des limites qui s'oppose à la dynamique d'expansion permanente du capitalisme ? Les objets d'analyse qui structurent l'économie sociale indiquent que cette question des limites est omniprésente : les communs questionnent la propriété privée, l'écologie discute la limitation des impacts des activités économiques sur les écosystèmes, la renaissance des territoires interroge la mondialisation, la justice sociale met en question le fondement des inégalités...

Les communications qui seront présentées se déclineront en 5 principaux thèmes : 1) L'économie sociale, la croissance et l'écologie 2) Économie sociale, égalité et inégalités 3) L'économie sociale et les économies d'échelle 4) L'économie sociale et le territoire 5) Économie sociale et propriété.

> clôture des inscriptions : 17 août 2020 <http://aes2020.sciencesconf.org>

> 8^{èmes} Journées internationales GESS



« Les organisations de l'ESS face au défi de la RSE : entre regards et perspectives »

(Angers, 10-11 décembre 2020)

Pour cette 8^{ème} édition à l'Université d'Angers, les Journées internationales Gestion des entreprises sociales et solidaires (GESS) proposent un atelier doctoral le 10 décembre, ainsi qu'un croisement de regards entre chercheurs et praticiens sur le thème de la Responsabilité sociale des organisations (RSO), dans les organisations du secteur de l'Économie sociale et solidaire les 10 et 11 décembre 2020.

Le défi de la RSO dans les organisations de l'ESS

Le thème de la responsabilité sociale des entreprises (RSE, repris ici pour l'ensemble des organisations : RSO) est particulièrement important pour ces organisations, au regard des travaux actuels comme de son actualité (par exemple, l'ouvrage récent de Roman-Cervantes et Gonzalez-Morales, 2018). Compte tenu de ses valeurs, de son ancrage territorial et de son potentiel d'innovation sociale et sociétale, le secteur de l'ESS constitue un gisement de développement durable, cependant peu mis en valeur. Le rapport de l'ORSE et du Crédit Coopératif (2015) intitulé "Premier état des lieux des pratiques de RSE au sein de l'économie sociale et solidaire en France" témoigne de la volonté de valoriser les pratiques. Pourtant, derrière l'homogénéité des discours arguant que la RSE fait partie des gènes des acteurs de l'ESS, les recherches actuelles pointent des pratiques hétérogènes. Accueillant de multiples interprétations, la dynamique d'engagement envers la RSO peut ainsi masquer des pratiques variées, entre cosmétique et une réelle intégration dans les principes de l'organisation (Blanc, 2008 ; Combes, 2005 ; Martinet et Peyraud, 2007 ; Maurel et Pantin, 2017).

De ce point de vue, des travaux empiriques et théoriques se sont penchés ces derniers temps sur la place de la RSE dans l'ESS et sur les proximités entre entreprise sociale et développement durable (Petrovici, 2013). Nous pensons qu'il est ainsi aujourd'hui possible d'apporter de nouveaux éclairages et de dresser un bilan des pratiques des organisations de l'ESS et des expériences en cours sur le sujet de la RSE, en termes de gouvernance, de modes de management, de modalités d'évolution du secteur, ou de liens entre innovation sociale et compétences. Pour cette raison, cette nouvelle édition des Rencontres GESS a vocation à créer un moment d'échanges et de partage autour des travaux actuels sur ces thématiques.

Quelques pistes de recherche

Nous souhaiterions que cette journée permette de faire progresser les connaissances, notamment sur les thèmes suivants : 1. Les modes de management dans l'ESS en lien avec la RSO ; 2. Les formes d'innovations sociales susceptibles de favoriser la RSO ; 3. La dynamique d'engagement et ses implications en termes de gouvernance, de pilotage ou encore de projet collectif ; et 4. Le pilotage de la performance globale dans les organisations de l'ESS.

Les travaux présentés pourront par exemple aborder les questions suivantes :

- Comment émergent les pratiques socialement responsables dans l'ESS ? Comment sont-elles mises en œuvre ? Avec quels effets sur les types d'innovation ?
- Comment les organisations de l'ESS et leurs acteurs s'engagent-ils dans la RSE ?
- Quelles sont les modalités d'organisation, de management, de gouvernance, et de pilotage qui favorisent, ou au contraire, entravent les comportements socialement responsables dans les organisations de l'ESS ?
- Comment articuler les différentes facettes d'une performance globale ?
- Dans quelle mesure et sous quelles conditions la RSE peut-elle devenir un marqueur distinctif de l'ESS ? Quels sont les effets en termes d'image ?

Cette liste de questions n'épuise pas les possibilités de communication, et toutes les propositions relevant du thème central de la journée, notamment sur les spécificités et défis des organisations de l'ESS, seront étudiées par le comité scientifique.

Organisation pratique

Les Rencontres GESS se veulent ouvertes à des travaux de différentes sciences et dans cette perspective mobilisent un comité scientifique composé d'enseignants-chercheurs issus de diverses disciplines (Gestion, Management, Économie, Sociologie ou Communication) apportant des clés et points de vue pour comprendre les dynamiques des organisations de ce secteur et de leur mode de management de la RSE. Elles sont ouvertes à tous types de contributions qu'il s'agisse de travaux théoriques, études de cas, monographies, analyses comparatives, etc., dans tous les secteurs de l'ESS. Une attention particulière sera portée sur les approches comparatives et ancrées sur le terrain. Les ateliers seront conçus de manière à favoriser les échanges autour des communications, en limitant la présentation dont le support sera accessible sur le site.

> <https://gess2020.sciencesconf.org/>

"BRÈVES"

CLIMAT : LA FRANCE, MAUVAIS ÉLÈVE

Alors que la loi Energie climat fixait un objectif de neutralité carbone à 2050, il aura fallu à la France 2 mois et 5 jours, pour émettre la totalité des gaz à effet de serre qu'elle était autorisée à émettre dans toute l'année 2020. C'est ce que révèle le cabinet Carbone 4 qui évalue les émissions françaises à quelque 450 millions de tonnes équivalent CO2 pour 2020, alors que le pays s'est fixé un plafond annuel de 80 millions d'ici à 2050.

Au rythme auquel nous « réduisons » nos émissions de CO2, l'objectif de la neutralité carbone ne pourra pas être atteinte avant au moins 2085 !

CORONAVIRUS : L'ESS EN ACTION...

Face à la crise sanitaire, le *Fil CIDES* édité par Chorum (Groupe mutualiste VYV) change son format et lance sa chronique «*Derrière les masques, l'ESS en action*» qui raconte le quotidien des salariés et bénévoles de l'ESS qui agissent pour la santé, la solidarité et le lien social. Du mardi au vendredi, est proposé un nouvel épisode, une nouvelle facette de la capacité de l'ESS à répondre aux enjeux primordiaux de la société : l'entraide, le soin, l'accompagnement des plus vulnérables, la solidarité.

Si, vous aussi souhaitez faire connaître vos initiatives, vos actions au quotidien : philippe.chibani-jacquot@chorum.fr.

... ET LA MAIF TOUJOURS PLUS MILITANTE

La Maif estime que la pandémie a pour conséquence de faire baisser la sinistralité automobile à 75%. «*L'impact de la baisse de la sinistralité a été estimé sur une période de 8 semaines, c'est-à-dire l'hypothèse haute du temps de confinement*», explique le directeur général de la Maif, Pascal Demurger.

«*L'assureur militant* » a, par conséquent, décidé de faire un geste exceptionnel : le produit de cette baisse de la sinistralité, soit 100 M€, sera redistribué à ses 2,8 millions de sociétaires assurés en auto. Il s'agit d'une économie de 30 euros en moyenne par véhicule (pour 3,6 millions de véhicules assurés au total). Ce geste bénéficiera également aux associations et collectivités pour leurs flottes assurées à la Maif. «*Ces 100 M€ resteront acquis par les sociétaires, même si le confinement venait à prendre fin avant 8 semaines*», précise Pascal Demurger.

LA PRIVATISATION D'ADP EN SURSIS ?

Le président de la République a « reporté » la privatisation d'Aéroports de Paris « à cause de la Bourse ».

Les 1.300.000 signatures obtenues par la pétition pour demander un référendum sur le sujet n'y sont-elles pas aussi pour quelque chose ?

L'ONF À LA DÉCOUPE

Les forêts publiques françaises représentent un quart de la forêt et un tiers des productions. Elles sont gérées par l'Office National des Forêts depuis le XIII^{ème} siècle. L'ONF est un établissement public à caractère industriel et commercial chargé de la gestion des forêts publiques. À ce titre, il exerce des missions de police.

Aujourd'hui, le gouvernement veut placer l'établissement public dans une position de concurrence avec des contractuels privés qui seraient chargés notamment de verbaliser les infractions aux codes forestier, de l'environnement, rural et de la route, alors qu'à l'heure du changement climatique, la préservation des forêts, des dunes du littoral, la lutte contre les incendies et la régulation de marché du bois et des forêts nécessitent le renforcement de l'ONF et non son affaiblissement.

TOUJOURS PLUS DE COOPÉRATIVES

Fin 2019, on dénombrait 3 439 sociétés coopératives (SCOP) et sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) actives sur tout le territoire et employant 63 000 personnes. Leur chiffre d'affaires s'élevait à 5,6 milliards d'euros.

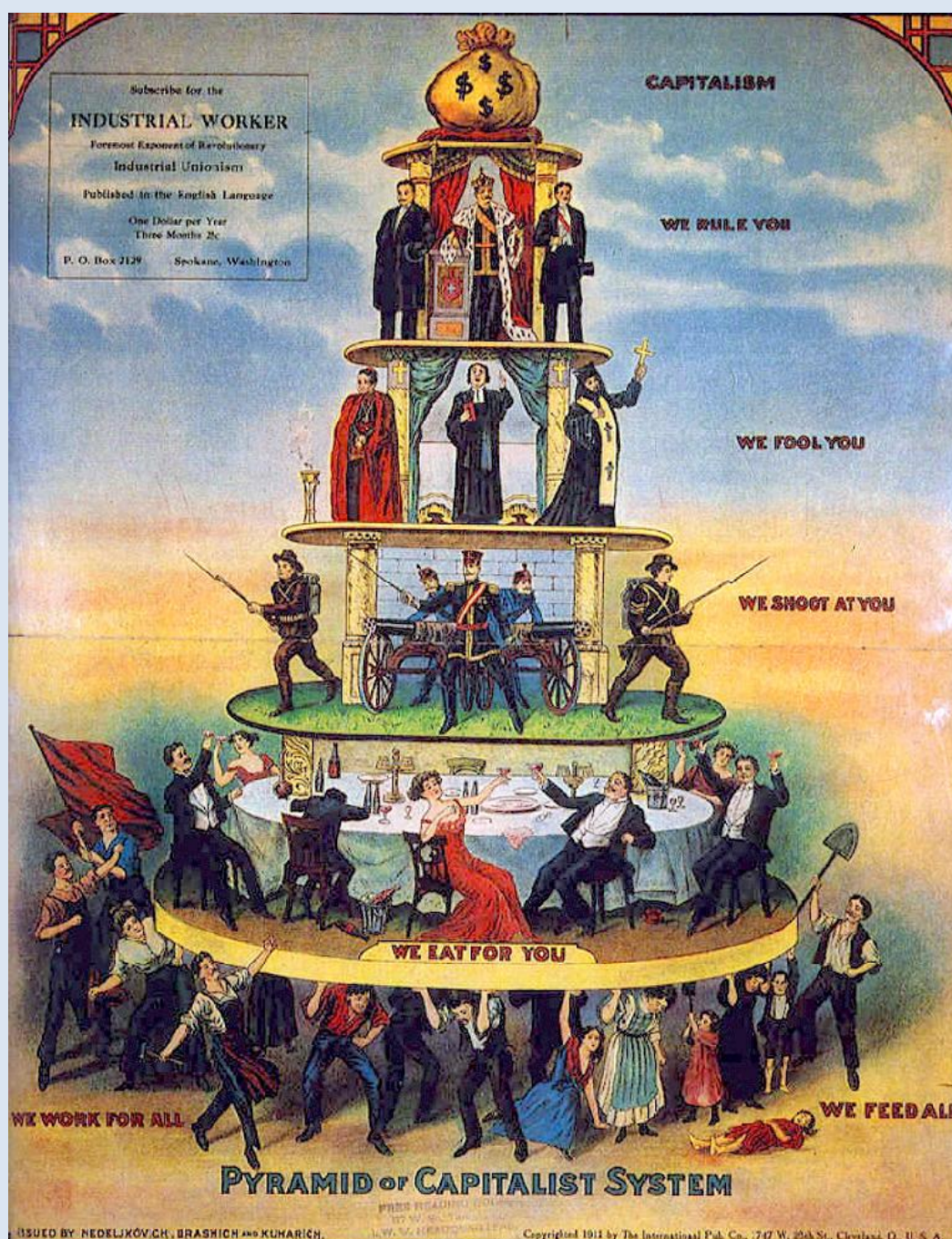
Depuis fin 2016, les effectifs ont crû de 18 %. En 2019, la dynamique de création d'emplois au sein du Mouvement se poursuit avec un solde net de 2 500 emplois supplémentaires en un an. La variation des emplois au sein des coopératives existantes antérieurement à 2019 reste soutenue avec une croissance de 2 360 emplois. Par ailleurs, les coopératives nouvellement créées en 2019 ont engendré 1 125 emplois supplémentaires.

LES ACTIONNAIRES DES BANQUES AU RÉGIME SEC

Depuis le 2 avril, les grandes banques françaises ont consenti, à la demande de la BCE, à suspendre les versements de dividendes à leurs actionnaires.

Cette décision est le résultat d'un vif débat engagé dès la mi-mars et au terme duquel les banques ont été contraintes d'admettre que l'importante aide publique qu'elles reçoivent n'est pas destinée à enrichir leurs actionnaires mais à les aider à traverser la crise.

Au-delà des circonstances actuelles, le moment n'est-il pas venu de repenser la question du rôle des banques ? La question a été posée à vif après la crise de 2008. La réponse tarde...



La pyramide du système capitaliste

Nous vous gouvernons

Nous vous trompons

Nous tirons sur vous

Nous mangeons pour vous

Nous travaillons pour vous

Nous vous nourrissons

Industrial Worker est, depuis le 1^{er} janvier 1906, le journal d'IWW. Il est actuellement trimestriel.

IWW, [Industrial Workers of the World](#) est un syndicat international fondé à Chicago en 1905.

Son programme : l'abolition du salariat et l'autogestion.

Le préambule de la Constitution des IWW stipule :

« La lutte entre ces deux classes doit se poursuivre jusqu'à ce que les travailleurs du monde, en tant que classe, prennent possession des moyens de production, abolissent le salariat, et vivent en harmonie avec la Terre. »

CIRIEC-France

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale,
issue de la revue *Les Annales de la régie directe*
créée par le professeur Edgard Milhaud, il y a plus d'un siècle

Son objet est la recherche et l'information sur l'économie collective d'intérêt général :
économie publique et économie sociale et solidaire

Ses travaux se réalisent
à travers des réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, publications, colloques, congrès mondiaux...
Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations
qui partagent des valeurs de service de l'intérêt général, de non lucrativité et de démocratie économique

Le CIRIEC est constitué de sections nationales
La section française est une association sans but lucratif composée d'adhérents, personnes physiques et morales
Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire,
organismes à gestion paritaire et syndicats

Les ressources de l'association sont essentiellement constituées des cotisations de ses membres
Les fonctions de ses responsables et animateurs sont bénévoles

Le CIRIEC-France est présidé par Alain ARNAUD

Informations-adhésions : info@ciriec-france.org

CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris
Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : info@ciriec-france.org
www.ciriec-france.org



La Lettre mensuelle du CIRIEC-France

Direction légale de la publication : Alain ARNAUD - Direction de la rédaction : Marcel CABALLERO



Si vous souhaitez
contribuer à la Lettre du CIRIEC-France



marcel.caballero@club-internet.fr